Quarantième Année — N° 18 | UN NUMÉRO : 15 CENTIMES | VENDREDI 18 JANVIER 1895

JOURNAL DE ROUBAIX

TARIF D'ABONNEMENT :

ROUBAIX-TOURCOING . . . Trois mois. . . 13 fr. 50. . . Six mois . . 26 fr. . Un an. . . 50 fr.
NORD — PAS-DE-CALAIS — SOMME — AISNE . . . . . Trois mois. . . 15 fr.
Les autres Départements et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Prix des abonnements est payable d'avance. Tout abonnement continue jusqu'à réception d'avis contraire.

BUREAUX & RÉDACTION
Roubaix, rue Neuve, 17. - Tourcoing, rue des Poutrains, 42
Directeur-Propriétaire : ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS & ANNONCES :
Les Abonnements et Annonces sont reçus : à ROUBAIX, rue Neuve, 17. — A LILLE, rue du Curé-Saint-Etienne, 9 bis. à PARIS chez MM. HAVAS, LAFFITE et Cie, place de la Bourse, 8, et rue Notre Dame-des-Victoires, 28, — à BRUXELLES, à l'OFFICE DE PUBLICITE.

RÉUNION
de
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
a Versailles

JEUDI, 17 JANVIER, 1895

ÉLECTION
DU
Président de la République

(Dépêche de notre correspondant particulier)

Versailles, 17 Janvier.

1ER TOUR DE SCRUTIN

MM. Henri Brisson. . . . . **344** voix
Félix Faure . . . . . **216** »
Waldeck-Rousseau... **185** »

Il y a lieu de procéder à un deuxième tour de scrutin.

ROUBAIX, LE 17 JANVIER 1895

LA DÉMISSION

La démission du Président de la République a causé dans le pays entier et au dehors une véritable stupéfaction. Partout, on s'est d'abord refusé à y croire et, quand il n'a plus été possible de douter, on s'est immédiatement posé cette question : Pourquoi ?

Les journaux s'efforcent ce matin d'y répondre et chacun recherche les causes de cette démission imprévue.

Ils s'accordent généralement à reconnaître qu'elles motivent insuffisamment un acte aussi grave, car, enfin, si le parti révolutionnaire a poursuivi M. Casimir-Périer de ses insultes et de ses outrages, le jury a frappé rigoureusement les insulteurs, et la Chambre a refusé l'élargissement de M. Géraul-Richard. Ils font remarquer, en outre, que, dans tous les temps, et sous les plus divers régimes, l'extrême opposition a poursuivi des plus extrêmes injures, non seulement les ministres énergiques, mais aussi les chefs d'Etat eux-mêmes. Le grand-père de M. Casimir-Périer fut attaqué par les Gérault-Richard de son temps avec la dernière des violences.

A la vérité, les révolutionnaires n'avaient pas encore montré une telle impétuosité dans l'outrage, une telle âpreté dans l'injure, et, pour le successeur de M. Carnot, ils ont dépassé tout ce qu'on avait dit ou écrit de plus fort avant eux. C'était une rage, une frénésie, un véritable accès d'épilepsie.

D'autre part, l'état des partis dans la Chambre, les défaillances d'une fraction de la majorité, l'action dissolvante des progressistes rendaient la situation parlementaire difficile et même grave; mais ces difficultés n'avaient rien, cependant, d'insurmontable et, dans tous les cas, le président de la République se trouvait pour la première fois en face d'elles. Il pouvait, soit les vaincre, soit les tourner; il devait l'essayer tout au moins et faire appel aux concours nécessaires, aux dévouements qui ne se fussent certainement pas refusés.

Si ces concours lui avaient fait systématiquement défaut, si ces dévouements s'étaient dérobés, alors, mais alors seulement, réduit à l'impuissance malgré son bon vouloir et ses efforts, il aurait eu le droit de se démettre, en laissant à d'autres les responsabilités qu'ils auraient seuls encourues.

LA CRISE
PRÉSIDENTIELLE

LA MATINÉE

Paris, 16 janvier.— La matinée de mercredi, en dehors des conciliabules préparatoires auxquels se livrent déjà députés, sénateurs et journalistes, n'a rien présenté de particulier.

L'abaissement de la décision prise par le président de la République ne diminue pas ; des cercles politiques, elle passe dans le gros de la population qui ne s'attendait pas à cet événement.

Le *Journal officiel* de mercredi matin annonce en ces termes la démission de M. Casimir-Périer :

« M. le président de la République a pris la résolution de résigner ses fonctions.

» Il a prié les ministres de reprendre provisoirement leur démission, pour assurer la transmission des pouvoirs. »

Dans la partie non officielle, le même journal porte la convocation du Sénat et de la Chambre des députés pour aujourd'hui trois heures, avec cette seule mention : « Communication du gouvernement ».

Le président de la République a reçu ce matin M. Charles Dupuy, président du conseil, avec lequel il a eu un entretien qui n'a pas duré moins d'une heure et demie.

MM. Leygues, Hanotaux, Guérin et Viger, ministres, se sont également rendus à l'Elysée; mais on pense qu'il ne s'agissait que de simples affaires de service.

LE CONSEIL DES MINISTRES

Aux termes de la Constitution, devant la disparition ou la retraite du chef de l'Etat, les ministres réunis en conseil deviennent les dépositaires et les représentants des pouvoirs publics.

Aussi le conseil, réuni ce matin sous la présidence de M. Charles Dupuy, n'a-t-il pas pris le nom de conseil de cabinet, mais de conseil des ministres, comme lorsqu'il était présidé par le chef de l'Etat.

Le conseil s'est occupé des affaires courantes

M. Barthou qui y assistait n'a pas eu, comme ses collègues, à retirer sa démission ; il continue simplement à ses collègues son concours pour les travaux publics.

Après le conseil, les ministres se sont rendus collectivement à l'Elysée où ils ont été présenter leurs hommages au président démissionnaire.

A propos de cette visite des ministres à l'Elysée, on communique à la presse cette note officieuse :

« Le président de la République a reçu ce matin, à onze heures, M. Charles Dupuy, président du conseil, et les membres du cabinet démissionnaire.

» Les ministres ont exprimé à M. Casimir-Périer leurs sentiments de profonde sympathie et les regrets que leur cause sa décision. M. Casimir-Périer les a vivement remerciés.

» L'entrevue, très cordiale, a duré un quart d'heure. »

LES CANDIDATURES A LA PRÉSIDENCE

Il paraît peu probable que les divers partis arrivent à s'entendre pour le choix d'un candidat unique pour chacun d'eux.

Les radicaux veulent naturellement porter M. Brisson ; les socialistes, malgré l'exclusion dont le Président de la Chambre a frappé MM. Jaurès et Rouanet, sont décidés à voter pour lui; c'est même pour ne pas porter de préjudice à cette candidature, qu'ils se sont abstenus de tout tapage à la séance d'aujourd'hui. Quelques radicaux parlent pourtant de M. Bourgeois.

Du côté des modérés, on parle de M. Dupuy, de M. Waldeck-Rousseau ; le nom de M. Félix Faure et celui de M. Loubet sont aussi prononcés.

M. de Vogué disait tout à l'heure que la droite avait l'intention de voter pour M. Waldeck-Rousseau et, à son défaut, pour M. Dupuy.

M. Brisson, à en croire les on dit de couloirs, ne recueillerait guère au Sénat qu'une vingtaine de voix et à la Chambre que les voix radicales et socialistes.

M. Waldeck-Rousseau aurait pour lui la majeure partie du Sénat et une bonne fraction de la Chambre. M. Dupuy aurait moins de voix que M. Waldeck-Rousseau au Sénat, mais il en aurait plus à la Chambre.

On a parlé aussi de M. Challemel-Lacour comme candidat éventuel ; mais le bruit court, sans être encore confirmé, que le président du Sénat décline toute candidature. On en dit autant de M. Waldeck-Rousseau. Toutes ces nouvelles, comme on le voit, sont quelque peu contradictoires.

M. Brisson aurait dit tout à l'heure à quelqu'un de son entourage qu'il se considérait comme n'ayant aucune chance de succès.

Ajoutons que pour tout le monde ou à peu près, la dissolution est inévitable, quelque soit le président qui sera élu.

A la Chambre

UNE PROPOSITION de revision de la Constitution

MM. Gauthier de Clagny, Marcel Habert, Julien Dumas, etc., vont déposer en séance une proposition de revision de la Constitution dans laquelle il est dit notamment que le président de la République ne peut exercer sur la marche des affaires aucune action loyale et féconde et qu'il n'a pas le prestige indiscuté d'un monarque constitutionnel.

« La solidarité ministérielle, ajoute l'exposé des motifs, produit l'instabilité ministérielle et le régime parlementaire n'a donné que l'agitation dans l'impuissance.

» Le désordre public a engendré la vénalité et la corruption pour lutter contre les bataillons aveugles qui veulent détruire la propriété et la patrie, il ne suffit pas d'un changement de personne : il faut un changement d'institutions. Vous avez le choix, messieurs, entre la révision, la révolution et la dictature; nous vous demandons d'opter pour la révision. »

LA SÉANCE

A trois heures, il n'y a encore personne en séance. M. de Baudry d'Asson arrive le premier et va prendre place à l'extrême droite. En revanche, les tribunes publiques sont bondées d'un public d'élite. Beaucoup de dames en riches toilettes. Dans la loge diplomatique, se trouvent tous les représentants des puissances étrangères.

A trois heures cinq, M. Brisson entre dans la salle et monte au fauteuil. A sa suite, tous les députés prennent place à leurs bancs.

C'est une rentrée silencieuse. Elle offre quelque chose de pénible, de douloureux.

MM. Pelletan, Michelin, Cluseret vont s'entretenir successivement avec le président de la Chambre.

Bientôt tous les députés sont à leur place. Le ton des conversations s'élève et sur certains points de la Chambre, il est des plus vifs. Au centre, l'irritation paraît extraordinaire ; à l'extrême gauche et sur les bancs socialistes, on triomphe avec ostentation. Dans un groupe, MM. Cluseret et Michelin paraissent furieux en racontant à leurs collègues l'entretien qu'ils viennent d'avoir avec le président de la Chambre.

Au banc du gouvernement, se trouvent MM. Dupuy, Delcassé, Viger, Lourties et Poincaré.

M. Brisson ouvre la séance et donne la parole à M. Chaudey, secrétaire, pour la lecture du procès-verbal. Le procès-verbal est adopté.

La lecture du message

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai reçu de M. le président de la République la lettre suivante...

M. Brisson donne alors lecture du message dont nous publions plus haut le texte.

Un vif mouvement d'attention se produit. Un silence solennel règne pendant toute cette lecture. Le passage où le président de la République dit qu'il est dépourvu de moyens de contrôle soulève des exclamations assez vives sur un grand nombre de bancs qui sont couvertes par des chut ! énergiques.

A la fin de la même phrase : « Ne peut puiser que dans la confiance de la nation la force morale sans laquelle elle n'est rien », M. Cunéo d'Ornano s'écrie : Il y a le suffrage universel ! (Nouveaux chut, nouveau silence).

Le passage relatif à la campagne de diffamations et d'injures contre l'armée, la magistrature, etc., soulève de violentes protestations sur les bancs socialistes.

Enfin le passage : « Ceux qui ont le souci de la dignité du pouvoir et du bon renom de la France dans le monde, » provoque de nouvelles et vives exclamations sur les bancs de l'extrême gauche et des socialistes.

Ceux-ci crient : C'est odieux ! C'est odieux !

Le centre, se tournant vers l'extrême gauche, réclame de nouveau le silence. La fin de la lettre ne donne lieu à aucune manifestation ou incident.

RÉUNION DU CONGRÈS

M. LE PRÉSIDENT, rapidement. — La Chambre donne acte de la communication de M. le président de la République.

Aux termes de la loi constitutionnelle, les deux Chambres réunies procèdent immédiatement à la nomination d'un nouveau président. En conformité de la loi, les deux Chambres se réunirent en Congrès à Versailles.

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai reçu de M. le président du Sénat la lettre suivante :

« Paris, 16 janvier 1895.

» Monsieur le président,

» J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'Assemblée nationale se réunira le *jeudi 17 janvier*, à une heure, à Versailles, pour procéder à l'élection du président de la République.

» Je vous prie de vouloir bien en informer messieurs les députés.

» Veuillez agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

» Le président de l'Assemblée nationale,
» CHALLEMEL-LACOUR. »

LA REVISION

M. LE PRÉSIDENT. — J'avais reçu de deux de nos collègues deux propositions de revision de la Constitution; mais je les ai prévenus que je ne pouvais leur donner la parole pour en donner connaissance, la Chambre étant à partir de ce moment constituée en corps électoral. (Applaudissements au centre).

La séance est levée.

INCIDENTS TUMULTUEUX

M. CUNÉO D'ORNANO. — Quand votera le peuple? (Bruit et agitation).

M. FABEROT. — Vive la sociale!

MM. COUTANT et AVEZ. — Vive la révolution sociale!

Tous les autres socialistes et une partie de l'extrême-gauche crient : Vive la République sociale! Le tumulte est considérable et la plupart des députés, debout crient en frappant sur leurs pupitres.

M. LE DUC DE DOUDEAUVILL. — Vive le roi ! Vive la France !

Les socialistes ripostent : Vive la sociale ! Vive la révolution sociale !

M. DE BAUDRY D'ASSON. — Vive le roi !

M. FABEROT. — Vive la sociale, citoyens !

M. DE BAUDRY D'ASSON monte sur son banc et crie d'une voix de stentor : A bas la République! Vive le roi !

M. Brisson a déjà quitté la salle des séances. Les députés se retirent au milieu de la plus vive agitation. Les socialistes vociferent toujours et M. de Baudry d'Asson crie toujours à tue-tête : Vive le roi ! A bas la République !

C'est sur cette manifestation que les derniers députés se retirent. Il est 3 h. 30.

Le jugement

Paris, 4 heures. — Il n'y a eu qu'un cri dans toute la Chambre et dans tout le monde politique pour apprécier la démission de M. Périer : c'est une désertion ! A quelque homme politique que nous nous soyons adressé, le jugement est le même.

Il y a, dans les réflexions recueillies, quelques mots intéressants, mais nous devons faire remarquer que presque toutes ont été obtenues dans des interviews, après la lecture du message présidentiel.

Elles portent donc l'empreinte d'un double jugement, sur le fait de la démission lui-même et sur la lettre que M. Casimir-Périer a envoyée aux Chambres.

M. Pelletan. — Si M. Perier s'est retiré sans tenter au moins la dissolution, c'est qu'il a eu peur d'être stigmatisé de cette honte : être appelé le dictateur des conventions.

M. Castelin soutient la même thèse : il a fui les responsabilités qui lui paraissaient trop lourdes.

M. Julien Dumas. — La question se pose donc ainsi : ou revision, ou révolution, ou dictature.

M. Emmanuel Arène. — Je trouve que Carnot a eu des raisons beaucoup plus sérieuses pour quitter le pouvoir.

Le mot est spirituel et sanglant, si l'on se reporte au bruit répandu par les amis de l'Elysée qui représentaient la famille du Président comme en butte aux menaces des anarchistes.

M. Chaudey se déclare navré.

M. Isambert. — Les gouvernementaux ont cru, en nommant Casimir-Périer, nommer un homme : il n'ont nommé qu'un gamin.

M. Berger. — Quand on a été soldat comme Casimir-Périer, on doit savoir qu'on n'abandonné jamais les assauts portés.

M. Antoine Périer (Savoie.) — Je n'en décolère pas et je viens de serrer la main à M. Dupuy, qui m'a dit : « Je suis malade. »

M. Jourde. — Qu'on lui applique l'article du Code militaire sur la désertion.

M. Le Hérissé. — La démission était une bêtise ; le message est un crime.

M. Flourens. — C'est un crime en face de l'Europe.

M. Thomson. — On peut s'en aller, mais on ne le fait pas en frappant d'un coup de pied le derrière de ses amis.

M. Lévis-Mirepoix. — C'est une infamie, et on peut appeler cet acte; la fuite de Boulanger à l'intérieur; quant au message, c'est une insolence.

M. le comte Armand, ancien député. — C'est une trahison.

La journée

Toute la journée a été employée à se concerter pour l'élection de demain.

Après la séance de la Chambre, les groupes se sont réunis, mais tous, sauf le groupe socialiste, ont décidé qu'ils ne pourraient prendre aucune décision avant que le Sénat se soit prononcé.

Le groupe socialiste reste sur la réserve. M. Antide Boyer nous disait : « M. Brisson ne peut avoir nos préférences ou nos sympathies; il a expulsé Jaurès, puis Rouanet; demain, il expulserait un autre de nos amis. M. Brisson est un bourgeois. »

Le groupe n'a donc dû prendre aucune décision et ses membres voteront comme ils l'entendront en s'inspirant des circonstances.

Les autres groupes républicains — républicains de gouvernement, union progressiste, gauche progressiste et radicaux socialistes — ont envoyé leur bureau respectif au Sénat, qui est ainsi devenu le centre de l'action électorale.

Les indépendants (ralliés), n'ont pu s'entendre dans leur première réunion. M. le baron André Reille a soutenu la candidature de M. Waldeck-Rousseau.

M. Georges Berry a approuvé celle de M. Dupuy.

Comme les républicains, ils attendent la décision du Sénat.

La droite s'est réunie également et se concertera demain matin avant le Congrès, afin de barrer la route à la candidature Brisson.

Les amis de ce dernier ont envahi les couloirs et fait en sa faveur une propagande sans trêve ni merci. Ils se remuent considérablement, donnant même l'impression d'un réel courant en faveur du président de la Chambre.

Pour le moment, ce courant est factice; il semble cependant n'avoir eu pour résultat d'écarter la candidature Waldeck-Rousseau.

Quant à celle de M. Dupuy, elle reste presque ignorée : le président du conseil se réserverait-il comme outsider ?

En vue du combat

Plus nous approchons de la fin de la journée, plus la lutte revêt un caractère extraordinaire d'âpreté.

Successivement les candidatures de M. Waldeck-Rousseau, de M. Loubet, voire même de M. Dupuy, ont été écartées ou négligées.

Les modérés, reprenant la thèse qu'ils avaient soutenue pour faire échec à M. Brisson comme président de la Chambre, paraissent ce soir se mettre d'accord sur le nom de M. Félix Faure.

Après ce que nous venons de dire, il est clair que si le Sénat n'a pu se mettre d'accord sur une candidature unique, on est à la Chambre plus divisé encore.

Pour le moment, il n'y a que MM. Félix Faure et Brisson en présence et la lutte se circonscrit réellement entre les modérés et les radicaux.

Pour tout le monde, il semble que le Congrès de demain exigera plusieurs tours de scrutin.

Des réunions auront lieu, demain, à Versailles, avant l'ouverture de la séance.

Un manifeste des députés allemanistes

Paris, 17 janvier. — Les députés allemanistes ont éprouvé le besoin d'imiter les collectivistes, et de faire un manifeste.

« Malgré le servilisme d'un Parlement ennemi de tout progrès, malgré l'audace inouie d'un ministère à tout faire, il lui a fallu céder.

» Demain, nos adversaires essaieront de prendre leur revanche sur un autre terrain ; le président qu'ils nommeront aura-t-il pour mission de faire frapper les grévistes par des coupes sombres, plus terribles que les précédentes, de faire arrêter et violenter les députés défendant les grévistes contre les exigences des capitalistes ?

» Fera-t-il sortir de Mazas les six maîtres chanteurs et les concussionnaires ? Peu importe ! la bataille est engagée; le socialisme triomphera.

» Vive la sociale !

» AVEZ, DEJEANTE, FABEROT, GROUSSIER, TOUSSAINT. »

AU SÉNAT

La séance du Sénat est ouverte à trois heures.

M. le président donne lecture du message du président de la République qui soulève à gauche de violentes rumeurs. La droite reste impassible.

Au moment où M. le président termine cette lecture, M. Joseph Fabre s'écrie : « Tant pis pour M. Casimir-Périer ! »

Plusieurs voix à gauche. — Vive la République !

M. DELPECH. — Sans équivoque !

M. GARRAN DE BALZAN. — C'est une désertion.

M. LE PRÉSIDENT. — Le Congrès est convoqué pour nommer le président de la République demain jeudi, à une heure, à Versailles.

Le Sénat fixe sa prochaine séance à lundi ; la séance est levée.

AUTOUR DE LA SÉANCE

Longtemps avant le commencement de la séance, de nombreux sénateurs s'étaient rendus au Luxembourg et commentaient avec une extrême animation la décision bien imprévue de M. Casimir-Périer.

L'impression était celle d'une pénible surprise et d'une vive inquiétude. On déplorait la hâte avec laquelle M. Périer avait abandonné la lutte; on faisait grand fond sur son énergie et au Sénat on était tout prêt à l'aider à triompher des graves difficultés en présence desquelles il se trouvait.

Un sénateur, président d'un des groupes les plus considérables du Sénat, s'écrie en traversant la salle des Bustes : « Une pareille désertion ne saurait être trop flétrie. N'y aurait-il donc plus en France d'homme capable de faire son devoir ? »

Cette violente sortie n'amène aucune protestation.

Une réunion plénière aura lieu tout à l'heure. Trois noms sont mis en avant dans les conversations particulières de la Haute-Assemblée : ceux de MM. Challemel-Lacour, Brisson et Waldeck-Rousseau. On parle aussi de M. Loubet et de M. Magnin, mais si le premier compte au Luxembourg de nombreuses sympathies, le second, en revanche, ne paraît pas possible en raison de sa situation de gouverneur de la Banque de France.

La droite sénatoriale se réunira après la séance, après quoi ses membres se concerteront avec leurs amis de la Chambre en vue d'une réunion plénière qui aura lieu demain à Versailles.

BOURSE DE PARIS DU 17 JANVIER

Cours précédent	VALEURS	Compt.	Terme	Cours d'ouv.	Cours de 2 h.	Cour de clôt.
101 8	3 0/0	...	...	102 12	102 17	
107 93	3 1/2 0/0	...	...	108 15	108 22	
3°25	Banq. de France	...	...	3760	3740	
	» d'Escom pte.	...	...			
730	Banq. de Paris.	...	...	742	735	
900	Crédit Fonc ier.	...	...	905	905	
822	Créd. Lyon nais	...	...	822	827	
	Crédit Mobil ier.	...	...			
1530	Lyon	...	...	1525	1540	
1790	Nord	...	...	1795	1795	
	Panama	...	...			
3082	Suez	...	...	3082	3080	
7327 32	Extérieure	...	...	7325/32	7	
85 50	Italien	...	...	85 85	85 70	
2413 46	Portugais	...	...	2	25	
101 1/8	Mongrois	...	...	101 3/8	101	46
523 75	Egypte	...	...	2 87	524 37	
26 30	Turc	...	...	26 45	26 40	
679 06	Banq. Ottomane	...	...	681 25	681 87	
124 20	Lots turcs	...	...	127 75	128 12	
401 20	Russe consolidé	...	...	401 20	401 50	
87 70	Russe nouveau.	...	...	87 70	87 75	
64 75	Russe Orient	...	...	64 70	64 60	
821	Autrichiens	...	...	818	823	
217	Lombards	...	...	223	223	
112	Nord Espagne	...	...	112	112	
161	Saragosse	...	...	162	162	
645	Méridionaux	...	...	645	645	
375 62	Rio-Tinto	...	...	376 25	376 25	
	Tharsis	...	...	115	115	
193 37	Alpines	...	...	193 37	193 75	
	Cables	...	...		1 6	
	Impérial	...	...	590	595	
	Dynamite	...	...	635	635	
	Mobilier espag.	...	...		5	
477 50	Tabacs turcs	...	...	476 25		
	Boubait-T. 1893	...	...			
	Fonc. d'Autriche	...	...			
	3 0/0 nouveau	...	...			
	Métaux	...	...			
	Consolidés	...	...			
	Russe 1889	...	...			
	Gaz	...	...			
	Lyon (obligat.)	...	...			
	Midi	...	...			
	Nord (obligat.)	...	...			
	Orléans	...	...			
	Ouest	...	...			
	Anglais	...	...			
	Autriche or	...	...			
	Belge 3 0/0	...	...			
	Ville d'Amiens	...	...			
	Lille 1890	...	...			
	Lille 1863	...	...			
	Ville de Lyon	...	...			
	V. de Roubaix	...	...			
	Fives-Lille (act.)	...	...			
	Téléphone	...	...			
	Voitures 4 0/0	...	...			
	Suez (obligat.)	...	...			
	Cacérès	...	...			
	Asturies	...	...			
	Foncières 1888	...	...			
	Rente Foncière	...	...			
	Cacérès (act.)	...	...			
	Est (oblig.)	...	...			
	Midi (oblig.)	...	...			
	Réthune	...	...			
	Picardie	...	...			
	Nord-Est	...	...			
	Ouest ac	...	...			
	Orléans (oblig.)	...	...			
	C. d'Ese. nouv.	...	...			
	Générale	...	...			

(Au moment de mettre sous presse, la clôture de la Bourse de Paris ne nous est pas encore parvenue).

BOURSE DE LILLE DU 17 JANVIER

(par fil téléphonique spécial)

VALEURS	Compt	Cours précéd.	VALEURS	Compt.	Cours précéd
			OBLIGATIONS		
Lille 60, r. 100	...	119	Bains lillois	...	520
» 90, r. 500	...	503 50	Union lin. N.	...	440
» 68, r. 500	...	513	Gaz de Wazem	...	510
» 77, r. 500	...	504	Ch. de fer Scon.	...	520
» 84, r. 400	...	404	Denain Anzin.	...	513 50
» 84, 1/4...	...	406	Cambresis.	...	315
» 87, r. 400	...	404			
» 93, r. 500	...	503	CHARBONNAGES		
Roub.-T. 1860	47 50	47 50	Aniche, 12e	...	9000
Roubaix. 1893	...	497 50	Anzin, 100 d.	...	4200
Amiens	...	119	Blanzy	...	1840
Dép. du Nord	...	107	Bruay	...	13900
Tourcoing 1878	...	511	Bully-Gren., 6e	2205	2215
Armentièr. 86	...	508	Campagnac	...	595
Donal, libérée	...	505	Carvin	4308 75	4300
Valenciennes.	...	504	Courrières, 10e	4020	4020
Verley, Decr.	...	1335	Crespin	112 50	105
Cie Platel et Cie	...	490	Douchy	...	3000
Crédit d. Nord	...	402 50	Dourges	...	7395
H. Devilder	...	1000	Drocourt, 1es s.	...	7750
Banq. rd. Nord	...	500	Escarpelle	...	2290
Cie Esc. Roub.	...	...	Epinac	...	600
Gaz de Wazem	...	450 50	Ferfay	450	435
Le Nord, ass.	...	2800	Albi	...	800
Union g. Nord	...	455	Lens	...	21740
St-Sauv. Arras	...	200	Lens (400e)	...	455
Un. lin. Nord	...	140	Liévin	...	46500
Constr. Anzin	...	...	Marles 30 0/0	...	12300
Ciments franç	...	270	Marles 70 0/0	...	18400
Estrée-Blanch	...	270	Meurchin	...	5450
Tramw Nord	...	40	Ostricourt	450 50	450
L. Allart, t. p.	...	560	Sincey-le-R.	...	3 75
Bat. à hélice.	...	500	Thivencelles	...	92
Chem Econom	...	590	Vicoigne et N. 1700	...	17040
Brouta et Cie	...	705			
Cie Liquid R.-T.	...	...	OBLIGATIONS		
Eaux Dunkerq	492	501 25	Bethune 1877.	...	457
Tréfilerie	...	1000	Drocourt 1885.	...	560
Biache-St-V.	...	3500	Marles 1893	...	522 50
Denain Anzin.	310	315	Liévin 1885	...	505
Usin Villerupt	...	450			

Marchés de Lille du 17 janvier 1895

SUCRES. — Raffinés n° 1, cote officielle, 102 .. à ... 88 degrés, cote com., 72 75 à ... , n° 3, cote com. ... à ...
ALCOOLS. — 3/6 betteraves disponible, cote offic., 32 25 à ... . — Mélasse (cote com.), ... à ...

Cours de clôture au comptant du 17 janvier

Cours Précédent	VALEURS	Cours du jour
101 85	3 0/0	102 12
100 30	3 0/0 amortissable	100 30
108 ...	3 1/2 0/0 1883	108 10

Dernière Heure

(De nos correspondants particuliers, et par FIL SPECIAL)

AUTOUR DU CONGRÈS

Paris, 17 janvier. — La gare Saint-Lazare est occupée militairement ainsi que toute la ligne de Paris à Versailles.

Les trains pour Versailles partent de Paris tous complets.

Les sénateurs et députés s'en vont par groupes.

Le Congrès commencera à une heure précise, sous la présidence de M. Challemel-Lacour.

Aucun débat étranger à l'élection ne sera toléré.

Comme les sénateurs et députés devront déposer un à un leur bulletin de vote à la tribune, il est probable que si un deuxième et surtout un troisième tour de scrutin était nécessaire, les résultats de l'élection ne seraient connus que fort tard dans la soirée.

La lutte paraît devoir être circonscrite entre M. Brisson et M. Waldeck-Rousseau.

A VERSAILLES

A neuf heures et demie, peu de personnes devant la gare; quelques landaus attendent les députés de la droite qui arrivent pour la réunion qui doit avoir lieu à l'Hôtel des Réservoirs.

Le service d'ordre arrive par détachements. Ces détachements sont fournis par le 1er régiment du génie et le 22e régiment d'artillerie, et commandés par deux adjudants.

Un détachement d'artillerie assure le service à la gare.

11 heures. — Ainsi que nous le disons plus haut, de l'avis de tous les sénateurs et députés présents, la lutte sera circonscrite entre MM. Brisson et Waldeck-Rousseau.

A LA GARE SAINT-LAZARE

Paris, 17 janvier.— M. Brisson, président de la Chambre est arrivé à la gare à dix heures moins cinq, accompagné de son chef de cabinet.

La foule le salue respectueusement.

Bon nombre de députés et sénateurs l'entourent.

Sont partis par le même train : MM. Mesureur, Le Hérissé, Floquet, Jaurès et presque tous les députés socialistes.

Les ministres se sont rendus à Versailles par train spécial.

M. Challemel-Lacour président du Sénat est parti par la gare Saint-Lazare.

PENDANT LE SCRUTIN

2 heures. — Dans la galerie des tombeaux qui sert de couloir à l'Assemblée Nationale, il y a une cohue énorme d'hommes politiques et de journalistes. On est d'accord pour reconnaître qu'un second tour de scrutin au moins sera nécessaire.

M. Félix Faure fait démentir qu'il soit candidat, mais on assure qu'il se réserve comme outsider.

On suppute les chances de tel ou tel candidat : M. Brisson paraît tenir la corde.

On confirme que les amis de M. Rochefort ont reçu de lui un télégramme où il déclare — que si par impossible (sic) M. Waldeck-Rousseau est élu : il reprendra contre lui la campagne qu'il mena contre M. Constans, et sortira un document relatif au passage à l'intérieur de M. Waldeck-Rousseau, et a sa plaidoirie pour Eiffel, document qui porterait le nouvel élu à se retirer.

On considère généralement ce bruit comme une manœuvre de dernière heure.

Les partisans quand même de M. Félix Faure font surtout valoir qu'il est très décoratif.

M. Charles Dupuy, que nous venons d'interviewer, nous a déclaré qu'il ne serait candidat à aucun tour. Nous remarquons la pâleur du président du Conseil.

M. Waldeck-Rousseau s'est promené longuement dans les couloirs, froid, ferme, impénétrable.

A un de nos confrères, il a répété ce qu'il nous avait dit hier : « Je ne pose pas ma candidature, mais si on m'impose un devoir, je le remplirai. »

Autour du palais il y a foule considérant un mur derrière lequel il se passe quelque chose. On se montre les sommités parlementaires et ceux qui, par une bizarrerie quelconque, se font connaître.

M. Brisson, qui est arrivé à onze heures, suivi bizarre coïncidence, de la foule des socialistes, se montre à l'horizon.

— Voilà Brisson, voilà Brisson, crie la foule.

M. Brisson salue.

— Voilà Thivrier !

— Voilà Ernest Carnot !

M. Jaurès, dont le nom a été prononcé, recueille un succès de curiosité.

Puis c'est MM. Léon Bourgeois, Camille Pelletan, Méline, dont la présence excite la curiosité et les quolibets de la foule ; puis MM. Lockroy, Léon Say.

Pas plus que la dernière fois, il y a six mois, M. Challemel-Lacour n'a occupé les appartements de Mme Adelaïde, qu'on lui avait proposés.

Il est arrivé en voiture avec son chef de cabinet, M. Huslin, vers 9 heures, et a de suite donné ses ordres.

Une anecdote

Racontée par le *Gaulois* :

Il s'est produit au cours de l'avant-dernière sortie de M. Casimir-Perier un de ces incidents qui font dire que souvent les grands effets sont produits par de petites causes, et nous n'en aurions pas parlé si la démission du président de la République n'était venue souligner l'impression que nous avons recueillie.

C'était dimanche soir, dans le hall obscur du rez-de-chaussée de la gare Saint-Lazare ; il pouvait être six heures un quart et le va-et-vient des voyageurs n'aurait rien présenté d'anormal si un landau, conduit par un cocher à cocarde tricolore, n'était venu stationner sur la chaussée qui sépare l'hôtel Terminus de la gare.

Quelques agents, trois ou quatre au plus, prononçaient le classique : « Circulez, messieurs ! », intrigués, nous nous avançons et, derrière une des colonnes de fonte qui soutiennent le grand hall de verre du premier étage, nous distinguons dans l'ombre un groupe de quatre personnes, au nombre desquelles se trouvait le chef de l'Etat et son fils.

M. Casimir-Périer arrivait certainement d'une excursion de banlieue, excursion qu'il avait accomplie *incognito*.

Au moment précis où nous l'apercevons, un colloque bruyant s'engage à quelques pas entre un patronet et des agents aussi brutaux que zélés.

— Allons, cerquelez, le président de la République va passer.

— Eh ben ? Est-ce qu'on ne va pas pouvoir le regardez maintenant ?

— Cerquelez que je vous dis, ou je vous emballe.

— Alors, mettez-le dans une cage votre président, si vous avez peur qu'on le casse, réplique le patronet.

L'agent veut s'élancer pour appréhender le gamin, mais il s'apaise bientôt en voyant que le groupe de curieux qui s'était formé était peu disposé à lui donner raison.

M. Casimir-Perier avait tout entendu.

Un de ses intimes se détache pour dire quelques mots recommandant la conciliation, au brigadier de service, et le groupe s'avance, alors que le président répétait sans atténuer personne. Ritossa fut arrêté, puis relâché par la justice, procès-verbal étant dressé contre lui par le parquet. Sur sa route, au palais de justice et à sa sortie de l'édifice, Ritossa fut accueilli par les cris d'un énorme rassemblement et ainsi accompagné jusqu'à sa maison que l'on bombarde à coups de pierre.

Les gendarmes ont dispersé la foule et rétabli l'ordre.

Arrestation d'anarchistes à Prague

Prague, 17 janvier.— M. Kœrber, journaliste, l'un des chefs du parti ouvrier, a été arrêté comme inculpé de menées anarchistes.

Dix autres arrestations ont eu lieu : d'après les journaux, elles se relieraient au cas de M. Kœrber.

A la Chambre espagnole

Madrid, 17 janvier. — Le ministre des finances répondant à des questions posées par quelques députés déclare que le gouvernement étudie un arrangement définitif concernant la protection des blés, mais il ne peut pas révéler encore cet amendement dans la crainte d'en risquer le résultat.

Manifestation irrédentiste

Parenzo, 17 janvier. — A l'occasion de la démonstration irrédentiste qui eut lieu en la diète d'Istrie lundi dernier, une grande foule s'était rassemblée, pour voir les illuminations devant la maison d'un certain